

Soirmagazine

MAÎTRE EL HADI, AVOCAT AGRÉÉ À LA COUR SUPRÊME, AU SOIRMAGAZINE :

«Une meilleure vulgarisation des droits des victimes d'erreurs judiciaires et de détention provisoire est nécessaire»



Photo : DR

Soirmagazine : Quand qualifie-t-on une personne victime d'une erreur judiciaire ?

M^r. El Hadi : Le but de ma prise de parole est avant tout dicté par un souci professionnel de vulgariser les notions d'erreur judiciaire et de l'indemnisation en raison d'une détention provisoire. De ce fait, à travers votre question, il ne faut pas omettre la détention provisoire. Et dans le même souci, pour une compréhension large de l'opinion publique des notions juridiques, j'utiliserai un langage général et simple. Alors, la notion d'erreur judiciaire, dans notre législation, est strictement de l'ordre du pénal (tout fait répréhensible pénalement où le prévenu risque une condamnation à la prison et/ou amende : crime, délit, contravention).

Maintenant, il faut faire la part des choses entre deux cas de figure : les victimes d'erreurs judiciaires et les victimes de détention provisoire.

Ces deux notions ont été introduites dans le code de procédure pénal algérien en 2001, suite à plusieurs poursuites judiciaires et détentions provisoires, et après des mois ou des années de détention, les personnes ont été déclarées innocentes et libérées. Beaucoup de ces personnes ont perdu leur emploi, leur carrière, leur commerce et, pis encore, leur famille. Sans oublier les séquelles morales indélébiles. Après ces faits et la pression de la société civile, le législateur a considéré la nécessité que l'Etat prenne en charge ces

personnes et les réhabilite dans leurs droits, sans toutefois que cette loi n'ait d'effet rétroactif. Pour cela, la loi n°01-08 du 26 juin 2001 modifiant et complétant l'ordonnance 66-156 du 8 juin 1966 portant code de procédure pénale (JO n°34) a été adoptée et publiée. Elle prévoit la création d'une commission d'indemnisation instituée au niveau

Dans cet entretien, Maître El Hadi, avocat agréé à la Cour suprême, revient sur l'historique et l'évolution de la notion d'erreur juridique dans notre code pénal. Il explique, de même, l'importance de la médiatisation des procédures pour indemnisation pour les victimes d'erreurs judiciaires.

de la Cour suprême et composée de trois magistrats siégeant au niveau de cette même cour. Cette commission a le caractère d'une juridiction civile (soit elle indemnise soit elle rejette le dossier) et traite les deux cas.

Quelles sont les formes d'indemnisation existantes et les personnes concernées ?

Comme expliqué plus haut, il faut faire la différence entre l'indemnisation des erreurs judiciaires et l'indemnisation en raison de la détention provisoire. S'agissant de cette dernière, la loi prévoit qu'une indemnité peut être accordée à la personne ayant fait l'objet d'une détention provisoire

injustifiée au cours d'une procédure terminée à son égard par une décision de non-lieu, de relaxe, et d'acquiescement devenue définitive. Lorsque cette détention provisoire lui a causé un préjudice particulier et d'une particulière gravité.

La loi prévoit aussi qu'une indemnité allouée est à la charge du Trésor. Il y a deux formes d'indemnités, morale et matérielle. L'indemnité matérielle est calculée sur la base des revenus mensuels de la victime multipliés par les mois de détention. Le revenu se base sur une fiche de paye et dans le cas d'un chômeur la référence est le SNMG. Pour l'indemnité du préjudice moral, il est laissé à l'appréciation des juges de la commission et peut être équivalente au préjudice matériel ou beaucoup plus. Concernant l'indemnisation à l'erreur judiciaire, la loi est simple. Un condamné reconnu innocent ou ses ayants droit ont droit à une indemnisation du préjudice matériel et moral que leur aura causé la condamnation. La loi pré-

voit aussi que la publication de l'arrêt de révision d'où résulte l'innocence du condamné peut être affiché et publié dans les journaux.

Les frais qui en résultent sont à la charge du Trésor public. Cette dernière disposition est en réponse aux calomnies qu'engendre une condamnation erronée. Pour ce qui est de l'indemnisation, la victime doit prouver l'impact de l'erreur judiciaire sur une situation financière et morale. A sa charge de constituer un dossier reflétant le montant de l'indemnisation.

Pour arriver à ce résultat, qui est l'indemnisation, que doit faire la victime ?

Par Sarah Raymouche

A mon avis, il faut avouer une chose : le législateur a prévu une procédure très simplifiée. Elle se résume par le dépôt, au niveau du secrétariat de la commission d'indemnisation, d'une demande (résumé des faits, date et la nature de la décision, la juridiction qui l'a prononcée, montant de l'indemnité demandée et une adresse précise du demandeur) signée par la victime elle-même ou par un avocat agréé à la Cour suprême, d'une copie de l'ordonnance de non-lieu ou du jugement de la relaxe ou de l'acquiescement, d'une attestation du tribunal prouvant que cette décision est définitive et d'une fiche de paye (si elle existe). Cependant, ce qui est le plus important à connaître est que cette demande doit être déposée dans un délai maximum de six mois à compter de la décision de non-lieu, de relaxe ou d'acquiescement devenue définitive.

En tant que technicien du droit, que proposez-vous pour l'amélioration de cette indemnisation ?

Une meilleure vulgarisation des droits des victimes d'erreurs judiciaires et de détention provisoire est nécessaire. Les médias peuvent être un grand partenaire pour la sensibilisation et la vulgarisation. Il est aussi, à mon avis, important que la loi prévoit que lors de la libération du prévenu ou de son acquiescement, qu'il soit systématiquement notifié, par le magistrat, de ses droits à l'indemnisation, de la procédure et des délais.

De même, j'estime que le délai de six mois est court. Il ne permet pas à la victime, notamment après une longue incarcération, de se ressaisir et de se retrouver dans son élément. Son état d'esprit et ses facultés ne sont pas forcément dans la logique de réparation financière. Un délai d'un an est, à mon sens, plus adéquat. Toutefois, l'impact social de la détention sur la cellule familiale et les commérages qui en résultent ne peuvent être indemnisés. Aucune commission ni indemnité ne pourra les réparer. ■